

INTRODUCTION

Pour une sociolinguistique politique

La *parole*, selon les moments, les courants, les sociétés, les histoires, les disciplines, est appréhendée de multiples manières. Si pendant longtemps elle a été occultée par la notion de *langage* puis de *langue*, elle s'est néanmoins déclinée, au sein de la sphère scientifique française en de multiples autres notions comme celles de *discours*, d'*interaction*, ou encore de *pratiques langagières** tout au long du XX^e et en ce début de XXI^e siècle. Mais que recouvrent les notions de parole et discours ? Pourquoi les distinguer de la langue ou du langage ? Si les termes utilisés au quotidien pour rendre compte de ce qui se passe quand l'homme s'exprime par le biais du langage (qu'il soit parlé, écrit ou signé) sont nombreux (parler, converser, dialoguer, dire, chuchoter, discuter, débattre, crier, écrire, signer, etc.), les termes choisis pour l'analyser n'en sont pas moins complexes du fait qu'ils varient selon les lieux et les moments, les perspectives et les approches. Ainsi, les notions de *speech*, *talk*, *language* ou *discourse* en anglais (pour ne prendre que ces exemples connus) ne recouvrent pas les notions de *parole*, *langue*, *langage*, ou *discours*, telles qu'elles apparaissent en France. Mais plus encore, les usages qui en sont faits, à la fois dans les pays anglophones et dans les pays francophones, pour s'en tenir à cet exemple, sont d'une telle variabilité que leur définition ne dépend pas seulement du pays dans lequel ils sont observés, mais des conditions de leur production, de la structure des champs académiques. Plutôt que d'en proposer une définition invariable et immuable (qui n'existe donc pas), nous abordons ici la *parole* et le *discours* selon une approche singulière, approche qui s'inscrit dans le fil d'autres approches issues de différents continents : nous l'appellerons *sociolinguistique politique*.

Notre objectif, dans cet ouvrage, consiste en une déclinaison la plus exhaustive possible des modalités de cette approche, afin de construire un ouvrage didactique, dépliant la méthodologie de la sociolinguistique que nous défendons, utile à la fois aux spécialistes du langage, en particulier aux étudiants de sciences du langage, mais aussi aux chercheurs intéressés par la place du langage dans les sociétés qu'ils étudient en ayant peu de connaissances de « la linguistique ». Il s'agit ici de proposer aux chercheurs en sciences sociales (anthropologues, sociologues, historiens, politistes, économistes, démographes, etc.) une perspective d'analyse du *dire*, que nous

Introduction

considérons comme interdépendant du *faire*, dans la prise en compte des phénomènes sociaux, politiques ou artistiques : c'est-à-dire d'aborder le langage comme une *praxis* sociale, dans sa *matérialité langagière** plurielle et non pas comme objet reconstruit *a posteriori*, cette approche s'inscrivant de fait dans le champ de la sociologie critique en partie d'inspiration marxiste. Loin d'être un filtre transparent, ce *dire* « dit quelque chose » qui n'a pas pour seul but de représenter un réel appréhendable par le biais de sa simple profération : il est tout sauf neutre, nous rappelle Alessandro Duranti (2001) après bien d'autres penseurs. Que nous dit ce *dire*, et de quelle manière ? Pourquoi faudrait-il l'étudier en tant que tel ? Quelles sont ses spécificités ? Qu'apporte-t-il de plus à la compréhension des sociétés ?

Loin d'une linguistique structuraliste volontairement détachée de la *matérialité langagière* – matière première de l'expression produite à un moment donné dans une situation donnée, à la fois vocale, scripturale, corporelle, etc. qui fait signe – il sera question ici de montrer en quoi ce *dire* construit précisément la société : il est, au même titre que d'autres phénomènes sociaux, une *praxis sociale*, ce qui implique que « les pratiques et les productions langagières (le discours) ne sont pas les reflets des rapports de pouvoir et de domination, même si elles en portent les traces ; elles sont organisées par ces rapports » (Leimdorfer 2010 : 229) et, pourrions-nous ajouter, les organisent en retour.

Ainsi, parler ne revient pas à émettre des sons, à produire des mots et des phrases au sein d'un décor qui serait celui de la société : parler implique nécessairement de changer quelque chose de cette société, au moment où l'on parle, aussi infime soit ce changement. Tout simplement parce que parler – et même soliloquer, voire faire silence – suppose toujours de parler à *quelqu'un*, que cet autre soit présent ou non. Parler suppose toujours une *interlocution* (Masquelier et Siran 2000), parler suppose que quelqu'un entende, comprenne ou écoute, que quelqu'un, immédiatement ou en différé, réponde et se positionne par sa façon de parler ou d'agir. Ce pouvoir du langage, le pouvoir des *effets* du dire, déjà largement étudiés, nous y reviendrons, est au centre de notre approche. C'est parce que ce dire n'est pas neutre et qu'il agit sur la société – pour en conforter les codes ou les règles, tout autant que pour les mettre en cause –, que sa prise en compte est indispensable dans toute analyse des sociétés. Mais il ne s'agit pas de le réduire au message, à ce qu'il serait susceptible de contenir ou de produire : le pouvoir du langage réside ailleurs. Les formes de ce dire, les conditions de son expression, les lieux et les temps de sa profération, la construction/déconstruction des contextes qu'il implique, la performativité qu'il comporte,

les dimensions imaginaires qui lui sont coextensives, les modalités de sa réception, etc., sont autant de phénomènes congruents à l'exercice de son pouvoir, que se doit d'étudier une sociolinguistique politique – que nous pourrions tout autant nommer une *sociologie* ou une *anthropologie politique du langage* – dans le prolongement de la *sociolinguistique critique* proposée par Monica Heller (2002). Le politique s'entend ici comme ce qui questionne le *statu quo* ou les évidences sociopolitiques, telles que l'ordre établi, les structures de pouvoir, les rapports sociaux de domination.

Si en France l'attention à la parole chez les sociologues¹ mais surtout chez les anthropologues reste très parcellaire, elle est un domaine central des études anthropologiques américaines. Le lien entre la *sociolinguistique critique* et la *linguistic anthropology*² est ainsi très net sur un continent où la séparation des disciplines n'est pas aussi féroce qu'elle l'est en France, même si des courants s'opposent entre approche sémiotique (Silverstein 1993 ; Irvine et Gal 2000 ; Gal 2006), socio-stylistique (Eckert 2000 ; Coupland 2016) ou plus interactionnelle (Ochs et Schieffelin 1983 ; Duranti 2006). Ainsi, c'est par exemple à partir du concept de *speech event* de l'anthropologue Dell Hymes (1974), et en lien à celui de *linguistic ideologies*³ (*idéologies linguistiques*) ou encore d'*indexicalité* (Peirce 1978) et de *meta-pragmatique* de Michael Silverstein (1976, 2001, 2003) que nous devons positionner notre approche afin de dépasser les cloisonnements.

En France, c'est au sein de la discipline « linguistique » (renommée dans les années 1990 « sciences du langage »), que la sociolinguistique française s'est développée à quelques exceptions près. L'une de ces exceptions concerne la *sociologie du langage* initiée par Pierre Achard, fondateur de la revue *Langage et Société*, et prolongée par Josiane Boutet sous la forme d'une sociolinguistique couplée à une analyse de discours. Si cette approche n'a pas donné lieu à un courant spécifique ou à une école en sociologie, elle reste l'une des plus fécondes et des plus pertinentes selon nous⁴. Ce cadre

¹ À la suite de Pierre Bourdieu (1982), citons Bernard Lahire (1993, 1998, 2008, 2015), Bertrand Masquelier, Jean-Louis Siran (2000), Pierre Achard (1995) et plus récemment, François Leimdorfer, grâce à son très complet ouvrage (2010).

² Pour un aperçu de l'ampleur de cette discipline actuellement, voir Alessandro Duranti (1997, 2001, 2003, 2006).

³ Notion développée par plusieurs anthropologues : voir Michael Silverstein (1979) ou Bambi B. Schieffelin, Kathrin A. Woolard et Paul V. Kroskrity (1998).

⁴ Les travaux de chercheurs comme Didier Demazière (2007), Gabrielle Varro, Paul Wald, Bernard Poché (1996) ou encore François Leimdorfer (2010) semblent avoir peu influencé ceux de leurs collègues sociologues en ce qui concerne l'appréhension du langage (voir Leimdorfer 2010). Ils ont par contre nourri bien des travaux du côté des sociolinguistes et ouvert les portes d'une réelle interdisciplinarité.

Introduction

constitue le point de départ de notre travail, en lien avec l'approche des imaginaires linguistiques* développée par Anne-Marie Houdebine.

Refuser de concevoir la parole comme simple véhicule de la pensée ou de la culture – supposée fixe – d'un locuteur, c'est de fait l'appréhender comme *activité* et comme *praxis sociale* au même titre que d'autres pratiques (Boutet 1995, 2016 [2010] ; Lahire 2015), mais c'est aussi la concevoir comme un processus de construction du sens, créatrice de contextes, redéfinie dans chaque situation d'interaction, toujours singulière. Par effet de conséquence, loin d'être un objet transparent, le langage est un puissant producteur de situations sociales comme de subjectivités, de pouvoir comme de désir. Afin de comprendre son rôle social, il convient toutefois de sortir d'une visée restée longtemps dominante en linguistique, surtout en France, centrée sur la langue, objet clos coupé des locuteurs et des milieux sociaux qui les constituent, approche qui n'a pas facilité la création de passerelles entre les disciplines⁵.

En ce sens, il s'agit de poursuivre l'expérimentation d'une approche plurielle des discours et des *pratiques langagières*, expression créée dans les années 1970 par Josiane Boutet, Pierre Fiala et Jenny Simonin-Grumbach (1976). L'ambition a été, dès cette époque, d'appréhender la parole et les discours comme des producteurs sociaux du sens, dans le prolongement de certaines approches discursives qui, dès les années 1970, conçoivent les discours comme hétérogènes, marqués par le *dialogisme* ou l'*interdiscours* (Vološinov 2010 [1929] ; Pêcheux 1975 ; Courtine 1981 ; Authier-Revuz 1982, 1995), notions qui traverseront notre ouvrage. À la différence d'une sociolinguistique qui s'est longtemps satisfaite d'une dichotomie langue/société ou langue/parole (Labov 1976 ; Calvet 1993 ; Boyer 1991), ces approches tentent d'une part d'aborder les pratiques de langage dans leur multimodalité – non pas seulement orales, mais aussi corporelles, scripturales, gestuelles (Laffont 1978 ; Boutet 1994 ; et plus récemment Greco 2017 ; Auzanneau 2001) – et, d'autre part, d'analyser ce qui dans ces pratiques construit et transforme les rapports sociaux et subjectifs (Lahire

⁵ En ce sens, l'application et la diffusion des schémas d'analyse structuraliste en ethnologie par exemple dans les années 1960, et plus particulièrement sur les terrains africains (ce qui aboutira entre autres à l'ethnolinguistique), n'ont pas entraîné de réelles transformations des champs d'analyse comme cela a été le cas aux USA : si certains ethnologues français, dans les années 1970 et suivantes, se sont intéressés au langage, c'est pratiquement toujours selon une vision homogénéisante de la parole référée à un univers de sens ancré dans « une » culture et « une » langue. À aucun moment, les pratiques langagières ne sont abordées dans leur hétérogénéité en fonction des pratiques sociales et encore moins en tant que *praxis sociales*.

2015). Dans ce cadre, et venant s'ajouter aux multiples directions prises par les analyses de discours et leurs intrications aux questions sociales, nous tenterons de rendre compte de l'ensemble des dimensions nécessaires à la compréhension du *dire* en tant qu'il est produit par des corps situés socialement, historiquement, etc., mais aussi des sujets parlants marqués par des forces qui leur échappent (que certains nomment l'inconscient) tout autant que mus par des stratégies et des intentions.

Si cette sociolinguistique n'a rien à voir avec une psycholinguistique cognitiviste, du fait qu'elle ne peut rien dire en dehors de la parole recueillie, c'est qu'elle n'a pas pour tâche de déceler des significations cachées sous les mots et dans les têtes mais de se pencher sur ce qui est dit et uniquement sur ce qui est dit, impliquant les conditions de possibilité et les effets de ce dire. La méthode d'analyse interprétative qui est la nôtre fonctionne dans un va-et-vient entre discours recueillis en situation, discours institutionnels et discours dits « scientifiques » sur les discours. Ainsi, nous proposerons des analyses concrètes d'événements de parole à chaque fois singuliers pour exposer d'une part avec quelle méthode nous les avons recueillis, construits, décrits, présentés, et d'autre part, avec quelle méthode nous pensons qu'il est intéressant de les mettre en relation, les interpréter, les analyser, les « entendre ». Comme tout discours, nous concevons nos propres discours comme contingents et pris dans la circulation des discours, entretenant des rapports avec du *déjà-dit*. L'intérêt réside dans le fait qu'ils ont été élaborés à la fois dans une « circulation extérieure », soit dans leur confrontation à d'autres textes visant le même objectif (la compréhension du dire en société), mais aussi dans une « circulation intérieure » si l'on peut dire, puisqu'ils émergent d'un dialogisme interlocutif* (Bres et Nowakowska 2005) intense entre plusieurs personnes, les quatre auteurs de ce livre. Loin d'être une collection de positions individuelles mises les unes à côté des autres, ce livre est le résultat d'une pensée collective en action. Le résultat présent n'est qu'un état (puisque'il faut bien s'arrêter un jour) de l'évolution de cette pensée en mouvement. Si nous avons chacun des connaissances spécifiques (interactionnelle, discursive, sociolinguistique, anthropologique, etc.), il nous est apparu urgent de les concevoir comme un ensemble indissociable pour comprendre le sens tel qu'il s'élabore dans sa globalité. Conçu au départ comme une sorte de manuel à usage des doctorants (objet, méthode d'enquête, méthode d'analyse), par deux doctorants, une docteure et une chercheure, cet ouvrage est peu à peu devenu une sorte de programme de recherche politique du travail en sociolinguistique. D'une part parce qu'il effaçait les sempiternelles divisions entre statuts institutionnels

Introduction

(supposant qu'un doctorant ne peut écrire un livre de méthodologie de la recherche par exemple), d'autre part parce qu'il nous a unis par un même désir, celui de proposer une approche intimée par l'espace sociopolitique contemporain dans lequel nous évoluons et face auquel nous tenons à positionner notre travail. De cette urgence politique est née la nécessité d'intrication de courants généralement dissociés, voire parfois opposés, dans le dessein de répondre de la manière la plus pertinente possible à la question de la place du langage non pas dans la société mais faisant société (*language as society*).

En proposant une *sociolinguistique politique*, nous postulons donc ensemble un certain type de directions à prendre en sociolinguistique. La première concerne la position du chercheur, son engagement et son refus d'une approche positiviste qui pourrait en faire un détenteur de vérité et donc de pouvoir. Conformément à ce que défend Monica Heller dans plusieurs de ses ouvrages, et en particulier dans *Éléments d'une sociolinguistique critique*, il est impératif de concevoir les discours scientifiques comme un type particulier de discours sans toutefois vouloir en faire un discours de vérité, ni un discours de domination. Tout simplement parce que le chercheur, à partir du moment où il rend compte des paroles d'autres sujets, est tout entier imprégné de catégories qui lui sont propres, de savoirs antérieurs, d'une socialisation particulière, mais aussi d'un inconscient : autant d'éléments difficiles à prendre en compte dans l'analyse mais dont il convient de reconnaître le rôle au sein des pratiques. La subjectivité du chercheur, un thème maintenant largement débattu en sciences humaines et sociales, est inhérente à toute analyse et si nous tendons, par le biais de méthodes scientifiques à rendre nos analyses pertinentes, le chercheur ne peut se cacher derrière une supposée objectivité ou neutralité de principe. Comment faire de la subjectivité un élément central de l'analyse interprétative ? En effet, celle-ci ne doit pas être seulement évoquée mais doit faire partie intégrante de la description des données de la recherche, puisque les manières de recueillir les données ont une incidence immédiate sur les résultats d'analyse. Dans le prolongement de ce premier point, nous nous accordons, deuxièmement, sur le type de travail à mener *avec* les personnes concernées par nos travaux (ce que l'on nomme encore malheureusement les « types d'enquêtes » choisis par les « enquêteurs » « sur un terrain » ou « sur » des « enquêtés »). Nous disons bien *avec* les personnes, et non pas *sur* ou *pour* les personnes (Cameron *et al.* 1997), qui acceptent d'entrer dans l'aventure d'une recherche avec nous pour une durée plus ou moins longue. Cette méthode de travail, qui renvoie à une première étape de *co-construction des*

savoirs, suppose une attitude particulière empruntée davantage à l'anthropologie qu'à la sociologie, en privilégiant une immersion longue (généralement nommée *ethnographie*) dans de multiples lieux visant ainsi à construire un recueil multi-modal, multi-sites et multi-formes, plutôt qu'à travers l'enregistrement de discours uniquement recueillis dans des « entretiens » avec le chercheur. L'intérêt de la co-construction de la recherche à travers, par exemple, les productions artistiques (comme les films, les expositions photographiques, les ouvrages collectifs, etc.) sera abordé en lien avec l'approche politique qui est la nôtre. Elle ne suppose nullement d'effacer tout rapport de pouvoir, mais permet au contraire de comprendre la productivité des rapports de forces (Foucault 1977 ; Butler 1997, 2004, 2005). Troisième direction : les interprétations que nous proposons de mener (qui renvoient à une seconde étape d'*élaboration interprétative*) doivent porter une attention particulière à la fois aux interlocutions, discours et récits (toutes productions vocales enregistrées et non enregistrées, comme les carnets de terrain), et aux productions non verbales (signes, mimiques, gestes, positionnements et mouvements des corps, emplacements, etc.), afin d'établir des analyses à trois niveaux : interlocutif, stylistique et discursif. À chaque fois, l'objectif est d'interpréter les pratiques langagières dans le mouvement même de leur interaction avec le social, l'historicité, le politique, le médiatique, le religieux, etc. qui les font émerger tout autant qu'elles les constituent.

Si, comme on va le voir tout au long de cet ouvrage, différentes approches sont réunies pour former cette approche nouvelle (*Sociologie du langage, Analyse de discours, Linguistic Anthropology, Sociolinguistique critique*, etc.⁶), d'une part nous pensons qu'elles peuvent être reliées pour une analyse complexe des pratiques langagières, d'autre part, nous insistons sur l'enjeu *du* politique qui nous paraît manquer dans l'ensemble de ces perspectives. Ce n'est pas que la dimension politique ne soit pas prise en compte dans les différentes analyses (l'analyse de discours – désormais ADF – en France s'est centrée essentiellement sur les discours politiques dès les années 1970), c'est plutôt qu'elle n'est plus avancée ou revendiquée comme telle excepté dans la préface de la réédition de l'ouvrage de Josiane Boutet (2016 [2010]), *Le Pouvoir des mots*, ainsi que dans de rares thèses récentes en ADF (Marignier 2016). La dimension politique que nous sollicitons à travers une telle sociolinguistique concerne en particulier le rôle de la recherche dans la société et la position des chercheurs face aux acteurs sociaux dans leur pluralité : il s'agit, dans le prolongement de la position

⁶ Nous incluons aussi ponctuellement des travaux issus de la *Critical Discourse Analysis*.

Introduction

d'engagement défendue par la sociolinguistique critique, de poursuivre notre recherche sans pour autant n'alimenter que la « bulle » des chercheurs bien souvent en rupture avec la société, bulle qui s'impose malheureusement trop souvent comme la seule norme académique. Nous voulons au contraire problématiser les questions politiques en lien au langage (et elles sont nombreuses) pour impliquer la recherche dans *le* politique, en relation à l'histoire des sociétés que nous construisons, ici et maintenant. Il s'agit de faire le choix de travailler sur des questions sociolinguistiques qui se posent de manière brûlante dans la société, en y apportant une réflexion à mettre en débat dans toute situation sociale et non seulement dans les colloques ou les articles scientifiques.

Que veut dire « prendre position » ? Il ne s'agit pas de se faire les avocats de tel ou tel groupe, encore moins de défendre telle ou telle communauté au nom de sa différence ainsi que le font encore un certain nombre de linguistes à l'endroit de supposées « langues en danger » par exemple (ainsi qu'a pu le faire Laffont 1974). Il ne s'agit pas d'entrer en politique en vertu d'une aperception de l'opinion (*la* politique). Il s'agit de se saisir des questions sociolinguistiques qui requièrent des analyses argumentées, fruit d'un long travail *anthropographique** (Canut 2010a, 2017c ; voir partie III) et multi-sites (Marcus 1995) afin d'engager un débat d'idées. Par exemple, les inégalités sociales construites à partir des pratiques langagières, l'instrumentalisation politique et économique des langues, les conceptions identitaires/religieuses/prescriptives du langage, la construction de catégories, les processus de hiérarchisation de la parole dans telle ou telle situation, l'appréhension des manières de parler ou de la prétendue qualité des langues, les jugements de valeur portés sur les pratiques langagières, les supposés liens entre langue et identité, etc., sont autant de phénomènes qui conduisent à des actions de gouvernementalité (Foucault 1975, 1976, 1994 [1978], 1994 [1979]) ou encore de police*, selon le terme de Rancière (1995 : 52), que nous devons soumettre à la critique. Si ces questions ont été souvent prises à bras-le-corps, notamment dans le cadre éducatif et scolaire par quelques chercheurs (Lahire 1993, 2008 ; Costa et Lambert 2009 ; Lambert 2011), il nous semble décisif de construire une sociolinguistique résolument engagée au sein de la société, afin de ne pas couper le savoir de ses enjeux initiaux, c'est-à-dire d'une interprétation des phénomènes au service de la population, à discuter sans cesse.

Nous lançons donc dans cet ouvrage le double défi de construire un programme sociolinguistique articulant des domaines souvent dissociés (interlocutif – interactionnel et conversationnel –, discursif et stylistique)

tout en les abordant à travers un dialogue entre la théorie sociale, issue de Bourdieu, et la théorie critique, issue de Foucault. Ce choix est le fruit de nos analyses et de nos discussions : la production du sens résulte à la fois des effets de structuration sociale puisque nous les incorporons sans cesse (*habitus*), mais aussi du *jeu* qui ne cesse d'interférer dans les pratiques langagières, jeu qui, au cœur des rapports de pouvoir, se constitue par la réflexivité et peut produire de nouveaux positionnements, de nouvelles formes, voire des processus d'émancipation.

Dans ce cadre, il nous sera impossible de concevoir la construction du sens uniquement dans l'action sociale, dans la *pratique* au sens de Bourdieu, dont la plupart des travaux ne proposent que trop peu d'analyses concrètes de la matérialité langagière. B. Lahire engage d'ailleurs cette discussion dans son article « De la nécessité de ne pas dissocier le langagier du social » (2015) en souhaitant sortir de cette impasse épistémologique :

« La coupure institutionnelle entre la sociologie (et, plus généralement, l'ensemble des sciences dites sociales : anthropologie, histoire, sciences politiques, économie, etc.) d'une part, et la linguistique (et, plus largement, toutes les sciences des productions symboliques : sémiologie, analyses de discours, théories esthétiques, théories de la littérature, etc.) d'autre part, constitue un puissant obstacle à la compréhension et des phénomènes dits *sociaux* et des phénomènes dits *linguistiques* (symboliques, esthétiques, iconiques, discursifs, textuels, etc.). » (Lahire 2015 : 21)

Si les mécanismes décrits par Bourdieu sont sans conteste déterminants, l'anthropologie linguistique américaine, notamment celle de Chicago, propose une autre manière de concevoir les processus sociaux de la construction du sens. Loin de l'objet transparent des sociologues, le langage, pour Silverstein notamment, s'inscrit dans de multiples processus réflexifs indissociables des espaces culturels et symboliques qu'il reconstruit sans cesse. L'analyse des formes langagières dans leur matérialité, en ce sens, nous paraît indispensable afin de montrer que la réflexivité des locuteurs ne cesse de travailler les relations de pouvoir. Notre objectif (commun à de nombreux chercheurs) serait de concevoir la construction du sens comme résultant d'un double processus, à la fois sémiotique et pratique.

Le présent ouvrage se composera de huit parties correspondant à huit grands aspects de la pratique sociolinguistique telle que nous l'envisageons. La première partie théorique (partie I) visant à clarifier notre approche et nos choix épistémologiques précèdera sept questionnements majeurs qui se sont imposés à nous davantage comme des points de complexité transversaux que comme des thématiques. Le sujet parlant pris dans l'épaisseur

Introduction

discursive, en tant qu'il est le lieu d'un travail de réflexivité permanent, constitue notre point de départ (partie II). La réflexivité, à l'origine de nos discussions, essentiellement à travers les discours épilinguistiques*, s'est enrichie d'une approche plus générale à la fois discursive et métapragmatique visant à déconstruire notamment la notion d'identité fréquemment utilisée en sociolinguistique. La pratique anthropographique du chercheur, dans le prolongement de cette appréhension des subjectivités, compose inmanquablement une partie préalable et décisive (partie III) de notre sociolinguistique politique. Les méthodes d'enquête, impliquant la prise en compte de la réflexivité du chercheur, conditionnent directement les analyses et les résultats. Les six objets de recherche qui font l'objet des parties suivantes résultent d'une mise en question nécessaire à la compréhension des pratiques langagières : le *speech event* (partie IV), le processus de catégorisation (partie V), l'historicité/spatialité (partie VI), les inégalités sociolinguistiques (partie VII) et les rapports de pouvoir (partie VIII) correspondent à la mise en cause d'évidences ou de *doxa* dans l'espace social. L'isolement du contexte dans la description des situations, les catégorisations, les mises en frontières géo-historiques, des inégalités et des rapports de pouvoir naturalisés et très souvent socialement institués nécessitent une approche critique. Nous ne prétendons pas épuiser l'ensemble des questions à travers ces choix qui ne rendent pas compte de thèmes de la sociolinguistique, mais de questions socio-politiques qui nous semblent être au fondement de processus majeurs en jeu dans les pratiques langagières. Ainsi, ce qui correspond par exemple aux *Studies* américaines (l'ethnie, le genre, la race, etc.) nous semble tout à fait appréhendable à travers ces différents processus. Nous n'avons malheureusement pu développer l'ensemble de ces thématiques spécifiques, afin de nous focaliser sur les questions de recherche qui sont les nôtres parce que nous les maîtrisons mieux. Ainsi, la sociolinguistique politique vise dans ce cadre une déconstruction indispensable d'évidences sociales ou scientifiques avant de pouvoir aborder pleinement des questions particulières qui ne peuvent être soustraites à cette mise en question plus large.